

Résolution du Comité directeur

approuvée par l'Assemblée des Délégué(e)s, le 26 octobre 2013 à Baden

Entre l'Europe sociale et celle de l'austérité: il faut choisir

La crise économique et sociale en Europe a pris une ampleur dramatique. Plusieurs gouvernements conservateurs s'en tiennent cependant à une politique d'économies particulièrement agressive dont les conséquences sont toujours plus tangibles, en Suisse aussi. Cela n'en rend que plus évidente notre participation aux luttes sociales qui s'engagent contre cette politique néolibérale. Parmi les événements susceptibles de concrétiser cet engagement solidaire figurent incontestablement les prochaines élections au Parlement européen. Du 22 au 25 mai 2014, l'équilibre politique sera remis en jeu. C'est là que se décidera si l'Europe poursuit sa marche vers l'austérité et la concurrence ou s'il sera possible de progresser vers une Europe sociale et solidaire.

C'est que le Parlement européen dispose de plus compétences qu'on ne pourrait croire : sans son aval, pas de budget, pas de lois et pas de président-e de la Commission européenne qui joue par ailleurs un rôle-clé au sein du système politique de l'UE. En fonction du traité de Lisbonne, l'influence du Parlement européen a été encore renforcée s'agissant de l'élection du ou de la président-e de la Commission européenne. Tous les partis présentent donc des têtes d'affiche et celui qui recueillera le plus de voix sera en mesure d'imposer la sienne.

Le Parti socialiste européen s'est également engagé dans un processus visant à désigner un-e candidat-e de premier ordre en mesure d'accéder à la présidence de la Commission européenne. Le PS Suisse est d'ailleurs invité à y participer. A ce jour, la candidature la plus prometteuse est incontestablement celle de l'actuel président du Parlement européen Martin Schulz. Il dispose d'une crédibilité importante glanée dans le combat contre l'Europe de l'austérité et pour une Europe plus sociale, plus solidaire et plus démocratique. Il mérite le soutien du PS Suisse.

Car, pour la Suisse, l'issue du scrutin n'est de loin pas indifférente. Aujourd'hui déjà, plus de 60% de toutes les lois fédérales sont directement influencées par les textes législatifs européens ou même repris tels quels. En fonction des nouvelles dispositions institutionnelles que le Conseil fédéral souhaite négocier avec l'UE, ce taux ne peut qu'augmenter. Il est, dès lors, d'autant plus indispensable que le PS Suisse use de toute son influence en vue des élections au Parlement européen de mai 2014. En Suisse vivent plus de 1,7 million de citoyennes et citoyens européens dont plus de 1,3 million disposent du droit de vote. C'est plus que dans de nombreux États membres de l'UE.

L'Assemblée des délégué-e-s du PS Suisse appelle dès lors la direction du parti, les partis cantonaux et les sections à :

1. Identifier et mobiliser les nombreuses et nombreux membres du PS et sympathisant-e-s double-nationaux afin de les motiver à participer aux élections au Parlement européen et à voter en faveur d'une Europe sociale.
2. Prendre contact avec les sections suisses des partis européens frères ainsi que les associations culturelles européennes établies en Suisse pour motiver – avec leur concours – leur diaspora à participer aux élections européennes.
3. Promouvoir l'adhésion au PS migrant-e-s dont l'objectif est de mobiliser la diaspora pour encourager sa participation politique et la justice sociale chez nous et dans les pays d'origine.
4. Soutenir le manifeste électoral du PS européen et celui de la Confédération européenne des syndicats qui, tous deux, s'engagent sans équivoque pour une Europe plus sociale et plus solidaire.